



Mairie de Roquevaire

Monsieur le maire

Aux bons soins de Frédéric Rays
suite rendez-vous de ce jeudi 7 juillet
avec Céline Caussanel et J. François Tranchesi

Roquevaire, le 8 juillet 2011

Objet : Engagement des collectivités locales dans le combat pour la fin des paradis fiscaux et judiciaires

Monsieur le Maire,

L'année 2009 a été marquée par l'engagement du G20 et de la France dans la lutte contre les paradis fiscaux. Cet effort devrait permettre de faire progresser, à terme, la coopération entre administrations fiscales, mais il n'a pas mis fin à l'opacité qui continue à caractériser de trop nombreuses places financières. La pression s'accroît contre la fraude fiscale des particuliers, mais le contexte reste pratiquement inchangé pour les grandes entreprises, habiles à déplacer leurs bénéfices vers des lieux fiscaux plus cléments. Enfin, nous regrettons que les pays en développement, qui voient s'évaporer chaque année 125 milliards d'euros de recettes fiscales vers les paradis fiscaux, ne tirent aucun profit de la dynamique engagée par le G20.

Le 2 décembre 2010, le « groupe des 9 », dont les sept associations s'associent à cette lettre contre les paradis fiscaux, a organisé une soirée d'information qui a réuni à Aubagne, une centaine de personnes manifestant le désir d'entreprendre une action plus concrète. Nous avons appris, par ailleurs, que plusieurs collectivités ont aussi décidé de se mobiliser à leur tour.

Nous saluons cet engagement des collectivités locales dans un combat de portée mondiale. Ces entités démocratiques, qui éprouvent quotidiennement les conséquences des paradis fiscaux sur leurs systèmes économiques et sociaux, démontrent ainsi leur refus d'une mondialisation non maîtrisée.

A votre tour, vous pouvez engager votre collectivité locale et contribuer ainsi concrètement à endiguer le système de la finance opaque.

La délibération adoptée à l'unanimité par les Conseils régionaux Île-de-France (17 juin 2010) et Rhône-Alpes (8 juillet 2010), nous semble constituer à ce jour et à notre connaissance la démarche la plus aboutie. Elle comporte deux volets communs :

- 1) « La Région souhaite s'engager dans une démarche d'exclusion du cadre contractuel des établissements bancaires ou financiers exerçant directement ou indirectement dans des états ou territoires non coopératifs »
- 2) « Il sera demandé aux établissements qui contracteront avec le Conseil régional de **fournir un état, pays par pays, de leur activité, de leurs effectifs et des impôts et taxes versés aux autorités locales.** »

La première disposition est symboliquement importante, mais elle sera d'une faible incidence sur l'activité des banques. **La seconde disposition va plus loin** et inverse la logique. Partant du principe que les banques ne devraient rien cacher de leurs activités internationales, elle fait de la transparence la règle, quel que soit le territoire d'implantation.

De notre point de vue, ce même principe devrait prévaloir au-delà du secteur bancaire. Aussi **les collectivités pourraient-elles utilement étendre l'exigence** formulée par les régions Île-de-France et Rhône-Alpes **à l'ensemble de leurs partenaires économiques**. Cette démarche pionnière au niveau mondial, si elle fait tache d'huile, pourrait inciter le G20 à emboîter le pas des collectivités. Elle s'inscrit d'ailleurs dans un contexte où gagne du terrain l'idée d'exiger des entreprises multinationales qu'elles rendent compte de leur activité pays par pays, essentielle pour contrer l'évasion fiscale.

Nous comptons sur les élus locaux pour promouvoir davantage de transparence dans la finance et l'économie internationales. Nous nous tenons à votre disposition pour exposer plus avant nos propositions et vous aider à traduire concrètement un engagement pour mettre fin aux paradis fiscaux et judiciaires.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de notre vive considération.

	Solange Joue	CCFD-Terre Solidaire
	Annick Escoffier	Attac-Pays d'Aubagne
	Jean-François Tronchon	Casa-Tana Réseau ASA/France
	Jérôme Laplane	Chasaad
	Jean-Pierre Jeanne	Kassumay
	Claude Bargin	Peuples Solidaires Pays d'Aubagne
	Alain Simoncini	Tabalé